

Questions orales

LE RETRAIT DU PROGRAMME

M. John Thomson (Calgary-Sud): Madame le Président, vous devez admettre, comme le ministre d'ailleurs, que l'affaire est très grave, à ce point que je ne peux croire que le ministre n'a pas pris le temps d'en parler avec l'ambassadeur Brock.

Je voudrais rappeler au ministre que 75 p. 100 de son . . .

Des voix: Règlement!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député pourrait-il poser sa question?

M. Thomson: Le ministre tâchera-t-il de persuader ses collègues du cabinet de la gravité des conséquences que cela aura sur nos exportations et sur l'emploi au Canada et de la nécessité d'abroger le Programme énergétique national, qui est discriminatoire, avant qu'il ne soit trop tard?

Des voix: Bravo!

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce)): Madame le Président, nous sommes très conscients du fait qu'il n'existe pas deux pays au monde, le Canada et les États-Unis exceptés, dont les accords bilatéraux vont permettre des échanges commerciaux de 100 milliards de dollars cette année. Nous ne sommes pas au courant des violations d'accords bilatéraux dont l'ambassadeur Brock a parlé. Comme mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'a dit à la Chambre avant-hier, le premier ministre et le président Reagan ont parlé de cela lors de leur entretien de la semaine dernière. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en a aussi discuté avec le secrétaire d'État américain, M. Haig, et avec l'ambassadeur Brock à Nassau il y a une semaine. Étant donné que les secteurs publics et privés des deux pays sont conscients des excellentes relations bilatérales que nos deux pays entretiennent, j'ai confiance que nous trouverons une solution à ces problèmes.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROGRAMME DE CANADIANISATION

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, il faut que j'adresse ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce puisque ni le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ni le ministre des Finances ni le premier ministre ne sont ici.

Des voix: Oh, oh!

● (1420)

M. Wilson: Je vois seulement des places vides.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: Cela augure mal. Je me demande si nous allons venir au bout de la période des questions aujourd'hui.

M. Wilson: Il est parfaitement clair, madame le Président, qu'ils ne sont pas très à l'aise aujourd'hui. Ma question s'adresse donc au ministre de l'Industrie et du Commerce, en l'absence de tous ses collègues. La plupart des Canadiens sont favorables à une participation accrue des Canadiens dans l'industrie du Canada, et particulièrement l'industrie pétrolière et gazière. Beaucoup s'inquiètent cependant . . .

M. Andre: Sauf les gens de Windsor!

M. Wilson: . . . de la façon dont le gouvernement actuel s'y prend pour accroître le taux de propriété canadienne de l'industrie canadienne, en ce qui concerne notamment nos relations commerciales, comme vient de l'indiquer mon collègue, et d'autres questions d'intérêt mutuel, celle des pluies acides, par exemple.

Le gouvernement supprimera-t-il les éléments répressifs de son programme de canadianisation pour les remplacer par des mesures qui encourageraient—et j'insiste, encourageraient—les Canadiens à acheter plus d'actions de sociétés canadiennes et, partant, ne susciteraient pas d'affrontement comme celui qui oppose le Canada au gouvernement américain?

Des voix: Bravo!

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous ne trouvons pas ces mesures répressives, madame le Président. Nous les trouvons justes et raisonnables. Nous ne traitons injustement aucun de nos partenaires commerciaux. Si mon honorable collègue . . .

M. Andre: Et la terre est plate!

M. Gray: . . . ne se payait pas de paroles à propos de l'idée d'accroître la propriété canadienne, il ne poserait pas de telles questions.

* * *

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT
ÉTRANGERON DEMANDE DE NE PAS ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE
L'AGENCE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne le cédonc à personne pour ce qui est de promouvoir la propriété canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Si le député . . .

M. Baker (Nepean-Carleton): Mettez-vous au fait, Herb.

M. Wilson: Si le ministre veut bien prendre connaissance des amendements que nous proposons au bill C-48, il comprendra ce que je veux dire par là. L'accroissement du libre mouvement de capitaux vers les États-Unis a entraîné l'acquisition de sociétés américaines par des sociétés canadiennes, ce qui crée un problème au Congrès des États-Unis. Le contraire n'est pas vrai.